



Déclaration de la FSU Drôme CDEN du 10 février 2012

Depuis plusieurs années, la seule politique du ministère de l'éducation nationale est une réduction comptable des moyens pour respecter le dogme gouvernemental du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Politique que le Directeur académique relaie avec zèle dans le département de la Drôme.

Cette politique qui sert des objectifs, que le gouvernement ne veut pas afficher clairement, vise à abandonner les objectifs de la loi d'orientation de 89 : loin de renforcer le service public, d'assurer la réussite de tous les élèves et d'assurer aux personnels les moyens de remplir leurs missions, elle conforte, au contraire, les inégalités et fragilise les élèves les plus en difficultés : effectifs des classes en constante augmentation, suppressions de postes, suppressions des dispositifs d'aide comme les Rased, abandon de la formation des maîtres...

Alors que l'on assiste à une entreprise méthodique de démolition de l'Ecole publique, alors que se met en place une école du tri social, alors que s'insinue pernicieusement une logique de management dans le premier et le second degré, les documents transmis affichent avec un cynisme certain des priorités que parents et enseignants pourraient partager s'ils ne savaient qu'il n'y a là que rhétorique et effets d'affichage. Malgré la réalité têtue, c'est toujours la politique L'Oréal : maquillage à tous les étages !

Dans le premier degré, avec 11 postes en moins pour seulement 10 élèves en moins prévus, la situation déjà catastrophique ne va pas s'améliorer à la prochaine rentrée.

Par un magnifique tour de passe-passe, le recteur essaye de faire croire qu'il ne rend que 83 postes au niveau académique, dont 11 dans la Drôme, au lieu des 153 initialement annoncés. En effet, il a depuis plusieurs années gardé 70 postes d'intervenants extérieurs qu'il n'utilisait étonnamment pas et c'est en les supprimant qu'il arrive à maquiller la réalité.

Pour autant, 11 postes de RASED inoccupés cette année seront purement et simplement fermés dans notre département mettant encore plus à mal l'aide aux enfants en difficulté et ce avant même de pouvoir prendre toute mesure de fermeture et d'ouverture de classes. Le manque de réserve d'enseignants spécialisés formés, malgré les candidatures, conduisent à cette situation de vacance et donc de suppression de ces 11 postes.

L'annonce du maintien du nombre de remplaçants est subtile mais ne décrit pas la réalité. Les postes RASED non pourvus ont été utilisés cette année pour renforcer le contingent de remplaçants. Il y aura donc a minima 11 moyens de remplacement de moins à la rentrée prochaine. Vous risquez, monsieur le directeur, de rencontrer encore plus de difficultés pour assurer le remplacement des enseignants absents : la situation est déjà médiocre et nous continuerons à l'affirmer et le regretter tant que le nombre de demi-journées non remplacées ne sera pas communiqué en toute transparence. Pour édulcorer la réalité, il suffit de donner des pourcentages et de garder secret une partie des informations.

Vous affirmez aussi dans votre document de présentation que vous ouvrirez plus de classes que vous n'en fermerez. Comment pouvez-vous faire alors que vous ne disposez d'aucun moyen et que toute ouverture nécessitera au moins une fermeture ?

Comme d'habitude, vous allez déshabiller les uns pour habiller les autres afin de répondre à la triste commande du président et du gouvernement.

Vous puiserez comme depuis plusieurs années dans des postes qui ne sont pas des postes classes mais qui permettaient d'apporter une aide aux enseignants et aux élèves : postes d'animation langues, postes animation soutien en ZEP...

Les enfants de moins de 3 ans seront à nouveau pénalisés puisque le taux de scolarisation passera à 5,7%. Ils ne sont pas comptabilisés dans les prévisions d'effectifs hormis dans l'éducation prioritaire. 50 postes seraient ainsi nécessaires pour scolariser 30 % de cette classe d'âge comme en 2008 et seront ainsi économisés.

Même si les seuils pour les ouvertures et fermetures ne sont pas modifiés cette année, ils ont augmenté en maternelle depuis 3 ans. Vous n'utilisez d'ailleurs que très partiellement ces seuils. Vous préférez indiquer que la moyenne d'élèves par classe reste stable alors que de nombreux enseignants nous confirment régulièrement que le nombre d'élèves dans leur classe a augmenté et n'offre pas des conditions d'apprentissage satisfaisantes aux élèves.

Par ailleurs, vous mettez en doute et minimisez les prévisions des écoles, particulièrement en maternelle, afin d'éviter des ouvertures de classe.

Enfin, nous contestons la création de demi-postes classe qui ne permet pas la scolarisation dans de bonnes conditions et désorganise les écoles et les élèves. Cette manipulation vous permet d'augmenter le nombre d'ouvertures affiché puisqu'avec un poste vous prétendez ouvrir 2 classes alors que les élèves n'en bénéficient que partiellement.

La carte scolaire du premier degré sera fardée mais son vrai visage n'est pas celui que vous montrez.

Dans tout le second degré, la politique aveugle de suppressions de postes se poursuit et s'accompagne d'un taux d'heures supplémentaires trop élevé qui amène à placer des enseignants sur plusieurs établissements et empêche le travail en équipe et le suivi des élèves.

Le collège, déjà abandonné à ses difficultés depuis plusieurs années, va continuer à payer les choix budgétaires et idéologiques :

- hausse des effectifs par classe : on attend 266 élèves de plus, sans que les moyens soient donnés pour les accueillir dans de bonnes conditions (8 heures de plus dans le DGH, soit 0,036 H par élève !). Et comme personne n'a oublié qu'en 2011, la hausse de 161 élèves s'était traduite par la perte de 480 heures, chacun comprendra que ces 8 malheureuses heures ne compenseront pas le manque cumulé de moyens.
- Disparition des heures de groupes et de dédoublement au nom de la prétendue autonomie des établissements.

Bref, dans les classes, on dégrade les conditions d'études des élèves mais on vante les dispositifs périphériques (accompagnement éducatif, PPRE).

Les lycées généraux et technologiques subiront une pénurie identique ainsi que la dernière étape de la réforme qui se traduit par des dégradations supplémentaires :

- des amputations horaires infligées aux disciplines (Histoire en terminale S, disparition des TD en SES)
- la déstructuration du groupe-classe par le biais du tronc commun qui mélange les élèves de séries différentes
- des effectifs chargés en raison de prévisions d'effectifs minorées
- des programmes revus à la hâte, dépourvus de cohérence et qui appauvrissent les formations (notamment en ES et STi2D).

Quant aux Lycées Professionnels, ils vont payer cher la poursuite de la politique aveugle de suppressions de postes : on peut s'attendre à 17 suppressions en LP (121 au niveau académique). Un coup supplémentaire porté à un secteur frappé par la réforme et ses conséquences : assèchement du vivier des très bons élèves, passage au bac pro en trois ans avec disparition du palier de remise à niveau permis par les 2 ans de BEP et évaluation permanente au détriment des apprentissages avec une dévalorisation implicite de la qualification.

Pour couronner le tout, et pour augmenter les moyens de pression sur les enseignants qui ne se montrent guère dociles à appliquer cette politique néfaste pour la réussite des élèves, le ministère entend maintenir son projet d'évaluation des enseignants, confiée au seul chef d'établissement et au détriment des Inspecteurs Pédagogiques. C'est dire le peu de cas dans lequel on tient l'intérêt des élèves puisque le gouvernement prend le risque de marginaliser l'enseignement au profit d'activités périphériques immédiatement perceptibles.

Ajoutons à cela que la situation des stagiaires s'est aggravée par rapport à l'an dernier : ils doivent assurer leur service à temps plein tout en cumulant des séances de formation dans le même temps.

Alors oui, pour la FSU, c'est vraiment « tableau noir pour l'Ecole » : derrière la novlangue qui envahit le discours de monsieur le Directeur Académique, nous voyons se profiler une tout autre réalité : celle d'une école toujours plus inégalitaire, aux antipodes de ce que la souhaite notre fédération pour qui l'Ecole doit être émancipatrice.



Le service public,
on l'aime, on le défend